



Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)
Commun à tous les lots**

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

Procédure N°2025AM01

**FOURNITURE DE PAINS FRAIS CUIITS,
PAINS FRAIS PRECUITS ET DE VIENNOISERIES
POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT HAUTE BRETAGNE**

SOMMAIRE

CHAPITRE I - GENERALITES	5
ARTICLE 1 - Objet du marché	5
ARTICLE 2 - Description du marché public	5
2.1 - Procédure de passation.....	5
2.2 - Etendue – Décomposition en lots	5
2.3 - Forme du marché public et des prix.....	6
2.4 - Options (au sens communautaire)	8
2.5 - Sous-traitance	8
ARTICLE 3 - Durée du marché public	9
ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché public.....	9
4.1 - Référence au CCAG	9
4.2 - Pièces constitutives	9
ARTICLE 5 - Obligations générales du titulaire	10
5.1 - Changements affectant le titulaire.....	10
5.2 - Discretion et confidentialité	10
5.3 - Assurances.....	10
CHAPITRE II - CONDITIONS D'EXECUTION.....	11
ARTICLE 6 - Conditions d'exécution.....	11
6.1 - Commandes.....	11
6.2 - Délai d'exécution.....	11
6.3 - Prolongation des délais	11
6.4 - Transport et déchargement	12
6.5 - Livraisons	12
6.6 - Emballage	12
6.7 - Qualité des fournitures et prestations	13
6.8 - Modification du marché en cours d'exécution	13
CHAPITRE III - CONSTATATION DE L'EXECUTION	13
ARTICLE 7 - Modalités de vérification.....	13
7.1 - Maintien de la qualité des produits	13
7.2 - Opération de vérification	13
7.3 - Vérification quantitative	14
7.4 - Vérification qualitative	14
CHAPITRE IV - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	14
ARTICLE 8 - Contenu et caractéristiques des prix	14
8.1 - Forme des prix.....	14
8.2 - Contenu des prix	14
8.3 - Prix de référence	15
8.4 - Variation des prix	15
8.5 - Offres de prix promotionnelles	15

ARTICLE 9 -	Modalités de règlement des comptes	16
	9.1 - Facturation	16
	9.2 - Règlement	16
ARTICLE 10 -	Titulaire étranger	17
ARTICLE 11 -	Nantissement et cession de créance	17
ARTICLE 12 -	Avance	17
ARTICLE 13 -	Pénalités	18
	13.1 - Pénalités de retard	18
	13.2 - Pénalités pour livraison de produits non conformes au CCTP	18
	13.3 - Pénalités pour non remplacement de produits non conformes au CCTP	18
	13.4 - Pénalités pour non-respect de l'identification et du conditionnement à la livraison	18
	13.5 - Pénalités pour erreur de facturation.....	18
ARTICLE 14 -	Résiliation du marché.....	18
	14.1 - Motifs de résiliation	18
	14.2 - Indemnités de résiliation.....	19
ARTICLE 15 -	Exécution aux frais et risques du titulaire	19
	15.1 - En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché public.....	19
	15.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	19
ARTICLE 16 -	Litiges / Recours.....	19
ARTICLE 17 -	Dérogations aux documents généraux	19

Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Rennes comme établissement support du GHT « Haute-Bretagne ».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,**
- le **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,**
- le **CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE)**
- le **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER**

Tous les établissements ci-dessus sont concernés par le présent marché public à l'exception du CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE et le CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY.

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte des établissements parties concernés, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement partie sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Haute-Bretagne ».

CHAPITRE I - GENERALITES

Article 1 - Objet du marché

La présente consultation a pour objet la fourniture de pains frais cuits, pains frais précuits et de viennoiseries pour les établissements du GHT Haute-Bretagne.

Article 2 - Description du marché public

2.1 - Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 - Etendue – Décomposition en lots

2.2.1. Décomposition en lots

La présente consultation est allotie et comporte 22 lots.

- Lot n°1 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE RENNES ;**
- Lot n°2 : Fourniture de pains de qualité supérieure pour cafétéria et sandwicherie du **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE RENNES ;**
- Lot n°3 : Fourniture de pains de qualité supérieure pour la restauration du personnel du **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE RENNES ET DU CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER; MARCHE RESERVE AUX ENTREPRISES EN INSERTION**
- Lot n°4 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE;**
- Lot n°5 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site d'Antrain ;**
- Lot n°6 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site de Saint Brice en Cogles ;**
- Lot n°7 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site de Tremblay ;**
- Lot n°8 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site de Saint Georges de Reintembault ;**
- Lot n°9 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES ;**
- Lot n°10 : Fourniture de pains de qualité supérieure du **CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES ; MARCHE RESERVE AUX ENTREPRISES EN INSERTION**
- Lot n°11 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DE VITRE ;**
- Lot n°12 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES, site de Janzé ;**
- Lot n°13 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES, site du Theil ;**
- Lot n°14 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR, site de Redon.**

- Lot n°15 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR**, site de **Carentoir**.
- Lot n°16 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER** - Site principal à Rennes
- lot n°17 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER** - Résidence du prévôt à Chateaugiron
- lot n°18 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER** - Résidence René Cassin à Bruz
- lot n°19 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER** - Centre du Placis vert à Thorigné Fouillard
- Lot n°20 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER** - Maison d'accueil spécialisée à Betton
- Lot n°21 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER** - Unité d'hospitalisation spécialement aménagée à Rennes
- Lot n°22 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER** - Unité d'hospitalisation de courte durée à Rennes

Le présent CCAP est commun à tous les lots.

2.2.2. Etendue

Les fournitures pouvant être commandées sont décrites dans le CCTP.

En complément de la fourniture des produits listés ci-dessus, les établissements parties peuvent commander au fur et à mesure de leurs besoins, dans la limite de 10% du montant estimatif annuel des commandes des produits prévus au BPU du lot concerné, dans le catalogue du titulaire, des produits complémentaires, non listés au BPU du lot concerné, portant sur l'objet dudit lot (même gamme).

Ces produits sont alors commandés sur la base des tarifs fixés au catalogue avec l'application d'un taux de remise fixe pour la durée du marché.

Le titulaire précise ce taux de remise au BPU du lot concerné.

2.3 - Forme du marché public et des prix

2.3.1. Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du Code de la commande publique.

Les montants maximums sont les suivants, pour toute la durée du marché public :

Numéro de lot	Libellé de lot	Montant Maximum
1	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE RENNES ;	1 287 379 €
2	Fourniture de pains de qualité supérieure pour cafétéria et sandwicherie du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE RENNES ;	208 521 €
3	Fourniture de pains de qualité supérieure pour la restauration du personnel du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE RENNES ET du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER; MARCHE RESERVE AUX ENTREPRISES EN INSERTION	415 000 €
4	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE;	517 430 €
5	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site d'Antrain ;	254 721 €
6	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site de Saint Brice en Cogles ;	115 437 €
7	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site de Tremblay ;	254 425 €
8	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site de Saint Georges de Reintembault ;	144 054 €
9	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES ;	353 064 €
10	Fourniture de pains de qualité supérieure du CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES ; MARCHE RESERVE AUX ENTREPRISES EN INSERTION	19 813 €
11	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DE VITRE ;	629 538 €
12	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES, site de Janzé ;	70 136 €
13	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES, site du Theil ;	22 250 €
14	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR, site de Redon.	722 714 €
15	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR, site de Carentoir.	147 339 €
16	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Site principal à Rennes	1 594 300 €
17	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Résidence du prévôt à Chateaugiron	47 475 €
18	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Résidence René Cassin à Bruz	82 079 €
19	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Centre du Placis vert à Thorigné Fouillard	169 011 €
20	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Maison d'accueil spécialisée à Betton	97 271 €
21	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Unité d'hospitalisation spécialement aménagée à Rennes	180 616 €
22	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Unité d'hospitalisation de courte durée à Rennes	46 420 €

Le marché public est mono-attributaire.

2.3.2. Forme des prix

Le marché public est traité à prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné et au catalogue du titulaire du lot concerné.

2.4 - Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

- Le marché public comporte des reconductions ;
- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4, 1° du Code de la commande publique.

2.5 - Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public dans les conditions fixées à l'article L. 2193-1 du Code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies au CCAG-FCS.

Le paiement direct du sous-traitant est obligatoire pour les prestations sous-traitées supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le formulaire « déclaration de sous-traitance » (DC4) est préconisé. Il contient tous les éléments nécessaires à l'agrément du sous-traitant.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché public aux frais et risques du titulaire du marché public.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché public, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial et de la DC2, une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant:

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
- j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;
- k) que les renseignements fournis en annexe de l'acte spécial sont exacts.

Article 3 - Durée du marché public

Pour tous les lots, le marché public est conclu pour une période initiale de UN (1) an à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché public peut ensuite être reconduit TROIS (3) fois par période successive de UN (1) an et pour une durée de validité maximale de QUATRE (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de quarante-cinq (45) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

Article 4 - Pièces constitutives du marché public

4.1 - Référence au CCAG

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire sera soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021.

4.2 - Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'acte d'engagement du lot concerné, daté et signé par un représentant ayant pouvoir pour engager la société et le CHU de Rennes, et son annexe :
 - Annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné ;
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les lots et son annexe :
 - Annexe n°1 : La liste des Comptables Assignataires ;
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe 1 CCTP_LOT 1 A 3_Exemple Bon de Commande
 - Annexe 2 CCTP_LOT 1 A 3_Récapitulatif à joindre à la livraison
 - Annexe 3 CCTP_LOT 9_CONSOMMATION PAINS
 - Annexe 4 CCTP_LOT 11_Quantitatif besoins hebdo. et ponctuels
 - Annexe 5 CCTP_LOT 11_Distribution par PDL
 - Annexe 6 CCTP_LOT 11_Plan et accès- site Hôpital

- Annexe 7 CCTP_LOT 11_Plan et accès- site de la Gautrays
- Annexe 8 CCTP_LOT 16 A 22_Modalités livraison sur les sites du CHGR
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) ;
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- ✓ Le dossier technique, par lot soumissionné, dont le cadre de réponse technique du titulaire du lot concerné et le questionnaire environnemental ;
- ✓ Le catalogue du titulaire du lot concerné avec les tarifs ;
- ✓ Les échantillons.

Cet ordre de priorité prévaut, en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Le marché public s'exécute par les pièces listées ci-avant et les bons de commande.

Article 5 - Obligations générales du titulaire

5.1 - Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer les établissements parties concernés de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire.

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que les établissements parties concernés ne seront pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

5.2 - Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

L'article 5.2 du CCAG-FCS est applicable, s'agissant de la protection des données à caractère personnel.

5.3 - Assurances

Le titulaire devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande des établissements parties concernés, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels du ou des établissements parties concernés, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- par son personnel salarié ;

- par ses matériels ;
- du fait de l'exécution du marché public avant et après admission des prestations.

CHAPITRE II - CONDITIONS D'EXECUTION

Article 6 - Conditions d'exécution

6.1 - Commandes

6.1.1. Emission des bons de commande

Les bons de commande sont émis par les établissements parties concernés, au fur et à mesure de leurs besoins. Ils sont signés par leur Directeur Général ou la personne ayant reçu délégation de signature.

Ces bons adressés par un portail de commandes (Hospitalis), ou par mail, font apparaître les informations suivantes :

- Le numéro de la commande,
- Le numéro du marché public,
- Le lieu de livraison,
- La date de livraison souhaitée,
- La désignation du produit,
- la quantité commandée,
- Le prix unitaire net HT.

Seules les commandes passées par le représentant des établissements parties concernés donnent lieu à paiement des factures correspondantes.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché public. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public. Les établissements parties concernés ne peuvent cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché public se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les établissements parties concernés confient au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

6.1.2. Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord du titulaire et des établissements parties concernés sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

6.1.3. Annulation d'un bon de commande

Les établissements parties concernés peuvent, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

6.2 - Délai d'exécution

La livraison doit être effectuée aux horaires précisées au CCTP pour chaque lot.

6.3 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès des établissements parties concernés, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

En outre, des établissements parties concernés peuvent eux-mêmes accorder une prolongation de ce délai, s'ils ont connaissance d'une cause qui leur est imputable et qui fait obstacle à la livraison ou à la mise en service des équipements.

Cette prolongation est accordée au titulaire par écrit.

En outre, les dispositions de l'article 21.5 du CCAG-FCS obéissent aux mêmes règles.

6.4 - Transport et déchargement

Le conditionnement doit être adapté aux charges et normes de sécurité des produits et matériels contenus afin de faciliter la manutention et le stockage.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits, et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Il demeure responsable des avaries survenant au cours des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement qui pourraient être commises lors des opérations de livraison.

Il est également responsable du transporteur qu'il a choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Le déchargement de la marchandise doit être fait par le transporteur, sous la responsabilité du titulaire.

6.5 - Livraisons

6.5.1. Conditions de livraison

Les conditions de livraisons sont indiquées au CCTP pour chaque lot.

6.5.2. Horaires et lieux de livraison

Les horaires et lieux de livraisons sont indiquées au CCTP pour chaque lot.

6.5.3. Difficultés de livraison

En cas d'impossibilité de livraison totale ou partielle, ou de modification de tout élément de la commande, le titulaire doit en aviser au préalable et sans délai l'émetteur de la commande identifié sur le bon de commande. Celui-ci prend toutes dispositions nécessaires, dans l'intérêt des établissements partis concernés, éventuellement :

- en acceptant de différer la livraison ;
- en acceptant un produit de substitution proposé par le titulaire ;
- en recherchant un produit de substitution ;
- voire en annulant la commande.

Toute livraison qui ne serait pas effectuée conformément aux stipulations du présent article peut être retournée au titulaire à ses frais.

Toutefois, et en cas d'acceptation de la livraison, les établissements partis concernés se réservent le droit d'appliquer des pénalités telles que définies au présent CCAP.

En cas de retour de marchandise, pour non-conformité liée notamment à son étiquetage, à son adressage, à un retrait de lot ou tout autre événement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire.

6.6 - Emballage

La qualité des emballages doit être appropriée à la nature des produits, aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

En dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété des établissements parties concernés.

Les dispositions du CCTP doivent être respectées.

6.7 - Qualité des fournitures et prestations

Les fournitures et prestations sont conformes aux spécifications techniques décrites dans le cahier des charges et dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ces prestations soient de qualité équivalente pendant toute la période d'exécution du marché public.

Ces obligations s'appliquent également à toute fourniture de remplacement ou de substitution mentionnée aux articles 6.5.3 et 7.2 du présent CCAP.

6.8 - Modification du marché en cours d'exécution

6.8.1. Modifications du marché public

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique.

6.8.2. Evolution des produits du marché public

En cas d'évolution des produits durant la période d'exécution du marché public, le titulaire peut proposer de substituer totalement ou partiellement un nouveau produit à l'ancien, et ce, aux mêmes conditions financières que celles retenues dans le cadre du marché public initial.

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits durant la période d'exécution du marché public et commercialisation de produits de remplacement, le titulaire propose de fournir ces nouveaux produits, au prix définis dans le cadre du marché public initial. En cas de désaccord, le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le titulaire.

En cas de problèmes temporaires d'approvisionnement pendant la durée du marché public, le titulaire peut proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit de substitution palliant la rupture d'approvisionnement ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du marché initial. Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour le CHU de Rennes de résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit des établissements parties concernés.

CHAPITRE III - CONSTATATION DE L'EXECUTION

Article 7 - Modalités de vérification

7.1 - Maintien de la qualité des produits

Le titulaire s'engage à assurer la conformité de la fourniture aux conditions de l'offre pendant toute la durée du marché.

Il revient également au titulaire de veiller à la qualité de la référence fournie, d'informer les établissements parties en cas de modification de cette qualité et d'y remédier dans les plus brefs délais, en proposant éventuellement un autre produit.

Si une différence de qualité ou de référence est constatée et que l'établissement partie n'a pas été informé par le titulaire, celui-ci encourt les pénalités mentionnées à l'article 13 du présent CCAP.

En cas de substitution proposée par le titulaire, elle ne pourra donner lieu à majoration du prix contractuel en cours pour le produit remplacé. A l'inverse, le titulaire fera bénéficier l'établissement partie de toute réduction de prix liée à la nouvelle fourniture.

7.2 - Opération de vérification

Les opérations de vérification ayant pour objet de contrôler la conformité des fournitures ou prestations avec les spécifications du marché et les décisions après vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

En dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part au CHU de Rennes de sa volonté expresse d'y participer.

En dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, en cas de litige sur la livraison, une fiche de non-conformité est envoyée au titulaire, à charge pour lui de répondre dans un délai maximum de deux heures à compter de la réception du document par le titulaire.

7.3 - Vérification quantitative

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bon de commande.

Lorsque la quantité n'est pas conforme à la commande, l'établissement partie concerné met en demeure le titulaire :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Soit de compléter la livraison dans un délai maximum de deux heures à compter de la notification de la non-conformité, à concurrence de la quantité totale prévue à la commande.

7.4 - Vérification qualitative

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications du marché public et/ou les échantillons remis avec l'offre. A défaut, l'échange est exigé.

Il pourra en outre être procédé à toute expertise utile. Pendant la durée du marché, il pourra être prélevé des échantillons des produits livrés pour transmission aux Services Vétérinaires afin de procéder à une analyse et un contrôle microbiologique. Les frais qui en résulteraient seraient à la charge du titulaire s'il s'avérait que les marchandises en cause soient reconnues non conformes aux normes en vigueur ou aux conditions de l'offre.

A l'issue des opérations de vérification, l'établissement partie concerné prend la décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet.

Conditions particulières :

- **Les produits écrasés, souillés ou mal emballés ;**
- **Les produits rassis ou excessivement ramollis ;**
- **Et les produits congelés ou d'aspect congelé ;**

sont refusés.

Toute fourniture défectueuse ou non conforme sera signalée au titulaire et devra être remplacée à ses frais dans un délai maximum de deux heures à compter de la notification, à défaut une pénalité pour défaut de remplacement sera appliquée conformément à l'article 13 du présent CCAP.

CHAPITRE IV - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 8 - Contenu et caractéristiques des prix

8.1 - Forme des prix

Le marché public est traité à prix unitaires.

Ces prix unitaires figurent au bordereau des prix unitaires en annexe n°1 de l'acte d'engagement du lot concerné et au catalogue du titulaire du lot concerné.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix unitaires du lot concerné et au catalogue du titulaire du lot concerné.

8.2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Il ne peut être facturé aucun frais afférents au transport, à des minima de commande ou frais de gestion, que ce soit en quantité ou en valeur.

8.3 - Prix de référence

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres (Mois M0).

Les prix de référence du marché sont les prix nets HT, figurant sur le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement du lot concerné et au catalogue du titulaire du lot concerné.

8.4 - Variation des prix

Révision des prix :

Les prix du marché public sont révisables à **chaque date anniversaire du marché public**, dans les conditions définies ci-après.

La demande de révision doit être formulée par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception. Le courrier doit être réceptionné **DEUX (2) mois** avant la date prévue pour l'application de la révision.

L'absence, à cette échéance, d'une demande de révision des prix a pour conséquence le maintien de l'offre initiale.

Il est procédé à une révision des prix calculée annuellement, comme suit :

$$P = P^{\circ} (I / I^{\circ})$$

Dans laquelle :

P : le prix révisé pour l'année n

P° : le prix d'origine

I : indice INSEE 010534514 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.71 – Pain, pâtisseries et viennoiseries fraîches - Prix de marché – Base 2015
Dernier indice mensuel définitif publié au moment de la révision

I° : indice INSEE 010534514 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.71 – Pain, pâtisseries et viennoiseries fraîches - Prix de marché – Base 2015
Indice de départ (dernier indice mensuel définitif publié à la date de remise des offres)

Les indices paraissent sur le site <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010534514>

Le pourcentage de remise pour les produits listés au catalogue du lot concerné est ferme pour toute la durée du marché.

Clauses limitatives :

Clause butoir :

L'évolution des prix résultant de l'application des dispositions qui précèdent sera limitée à une augmentation de 1,5% par an (rabais initial déduit).

Le montant de l'augmentation s'apprécie en comparant les prix ligne à ligne du bordereau de l'année N -1 avec les prix révisés.

8.5 - Offres de prix promotionnelles

En cours d'exécution, et à l'initiative du titulaire, les prix figurant au marché public pourront temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le titulaire adresse aux établissements parties concernées son tarif promotionnel par mail ou par fax, en précisant :

- La liste des produits concernées par l'offre promotionnelle ;
- ainsi que sa durée de validité.

A l'expiration de la période de promotion, les prix du marché public initial sont à nouveau en vigueur.

Article 9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Facturation

9.1.1. Présentation des factures

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS, à l'issue de l'admission de chaque prestation, les factures afférentes au marché public portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du titulaire ;
- La date de la facture ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et date du marché, ainsi que la date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la quantité de la fourniture livrée par jour et par service ;
- La date de livraison ;
- Le coût unitaire hors T.V.A. de la fourniture ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Les montants totaux HT et TTC de la prestation.

Toute modification des références sociales ou bancaires figurant au marché public et reprises dans les factures doit être signifiée aux établissements parties concernés. Les factures ne correspondant pas aux prescriptions figurant ci-dessus sont rejetées et retournées à l'expéditeur.

Afin de pouvoir respecter le délai de paiement, les factures sont impérativement transmises par voie électronique.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Le code service à indiquer est :

CHU de Rennes : ACHATS

CH de Brocéliande: ECO62

CH de Fougères : 3A_ALIMENTAIRE

CH de Marches de Bretagne : MAINTENANCE

CH de Janzé : pas de code service

CH de Vitré : pas de code service

CH de Redon : DILSI

CHU Guillaume Rénier : 1SE

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite de l'établissement partie concerné, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Il est établi une **facture mensuelle** regroupant l'ensemble des bons de commande du mois.

9.2 - Règlement

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS. Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date réception de la facture est antérieure à la réception des produits/prestations, à compter de la date d'admission de ceux-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement, soit au C.C.P. ou compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2192-11 1° du Code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture dans le service de l'établissement parti concerné, jusqu'au décaissement par le Comptable public.

Le délai global de paiement ne prend effet que si les factures sont envoyées à l'adresse figurant à l'article 9.1 du présent CCAP.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

La liste des Comptables Assignataires est indiquée à l'annexe 1 du présent CCAP.

Article 10 - Titulaire étranger

La monnaie des comptes des marchés est l'EURO. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation des changes. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que les établissements parties concernés lui communiquent un n° d'identification fiscale.

Article 11 - Nantissement et cession de créance

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit aux établissements parties concernés. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par le représentant des établissements parties concernés, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché ;
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

Article 12 - Avance

Il est fait application de l'article B.11.1 du CCAG-FCS.

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public dans les conditions suivantes :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande ;
- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à douze mois, le montant de l'avance est égal à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande toutes taxes comprises divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du montant du bon de commande.

Article 13 - Pénalités

L'application des pénalités relève de la compétence de chaque établissement partie.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulables et sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, il est fait application des pénalités suivantes. Ces dernières sont appliquées sauf disposition contraire sans mise en demeure préalable, ni invitation du titulaire à présenter ses observations.

13.1 - Pénalités de retard

Pour tout retard de livraison et non-respect des horaires précisés au CCTP pour chaque lot, une pénalité d'un montant forfaitaire de **100€ à partir de 15 minutes de retard constaté**, sera appliquée.

13.2 - Pénalités pour livraison de produits non conformes au CCTP

En cas de livraison de produits ne répondant pas au besoin décrit au CCTP, une pénalité d'un montant forfaitaire de **70€ par constat** sera appliquée.

13.3 - Pénalités pour non remplacement de produits non conformes au CCTP

En cas de non remplacement de produits non conformes au CCTP, une pénalité d'un montant forfaitaire de **70€ par constat** sera appliquée.

13.4 - Pénalités pour non-respect de l'identification et du conditionnement à la livraison

En cas de non-respect de l'identification et du conditionnement décrits au CCTP pour chaque lot, une pénalité d'un montant forfaitaire de **50€ par constat** sera appliquée.

13.5 - Pénalités pour erreur de facturation

En cas d'erreurs de facturation répétées, un courrier sera adressé au titulaire du marché qui sera invité à remédier à la situation sous un délai de 15 jours à réception de la lettre adressée en recommandé. A défaut, une pénalité forfaitaire de **30€/facture concernée** pourra être appliquée.

Article 14 - Résiliation du marché

14.1 - Motifs de résiliation

Le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public à tout moment dans les conditions prévues aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

La résiliation est prononcée aux torts du titulaire :

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- Lorsqu'une dégradation de la qualité des fournitures ou prestations est de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au marché public.

Le CHU de Rennes peut également prononcer la résiliation du marché public pour motif d'intérêt général, dans les conditions d'indemnisation définies à l'article 14.2.2 ci-dessous.

14.2 - Indemnités de résiliation

14.2.1. Résiliation pour faute et pour événements extérieurs ou liés au marché public

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués aux articles 39 et 40 du CCAG-FCS, n'ouvrent pas le droit à indemnité.

14.2.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

En dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS et s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande sans engagement minimum, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Article 15 - Exécution aux frais et risques du titulaire

En dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, les établissements partis peuvent faire procéder à l'exécution du marché public par un tiers aux frais et risques du Titulaire pour toute inexécution des obligations contractuelles.

15.1 - En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché public

Dans l'hypothèse où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public, les établissements partis se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, après une mise en demeure du titulaire de fournir les prestations restées infructueuse.

15.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, et en cas de résiliation pour faute, les établissements partis se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 16 - Litiges / Recours

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rennes, les établissements parties concernés et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux Article R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

Article 17 - Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
4.2	4.1	Pièces constitutives
6.6	20.2.2	Emballages
7.2	27.3 et 30	Modalités de vérification
9.1.1	11.3.2	Présentation des factures
13	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3	Pénalités
14.2	42	Indemnités de résiliation
15	45.1	En cas de rupture d'approvisionnement